

Pluralité des parcours des étudiants ouest-africains en Chine

Sylvie BREDELOUP*

La circulation étudiante internationale s'était orientée principalement du Sud vers le Nord. En 2006, 70 % des étudiants étrangers, en provenance d'un pays du Sud, étaient inscrits dans l'un des établissements d'enseignement supérieur de l'un des pays de l'OCDE (OCDE, 2006). Des travaux ont rendu compte de cette forte augmentation des mobilités étudiantes internationales et, plus particulièrement africaines, en direction du Nord (Geisser, 2000 ; Nedelcu, 2004 ; Gérard, 2008). Les théories du *brain drain* ont été largement discutées avant d'être critiquées et remplacées, les décennies suivantes, par celles du *brain gain* et du *brain mobility* pour expliquer l'ampleur de ces mouvements ainsi que les mécanismes conduisant au non-retour ou au retour différé dans leur pays d'origine des étudiants partis suivre un cursus à l'étranger (Michaelis, 1990 ; Meyer & Hernandez, 2004 ; Ennafaa & Paivandi, 2008). Alors que se met en place un marché mondial de l'enseignement supérieur très concurrentiel (Breton & Lambert, 2003 ; Laval & Weber, 2006 ; Altbach, 2010), sous-tendu par une privatisation de certaines filières universitaires et une autonomisation des établissements, les mobilités estudiantines africaines se réorientent aussi en partie vers le Nord du continent africain (Goldschmidt, 2003 ; Mazzella, 2009 ; Ould Ahmedou Yacoub, 2009 ; Bava, 2009 ; Bredeloup, 2009) et le Sud (Tati, 2010).

* Socio-anthropologue, directrice de recherche à l'IRD (Institut de recherche pour le développement), UMR LPED/Aix-Marseille université. sylvie.bredeloup@ird.fr

Une autre variable doit être également prise en compte dès lors où elle peut contribuer à la réinterprétation de ce modèle Sud-Nord : l'augmentation des départs d'étudiants africains pour la Chine depuis que la deuxième puissance économique mondiale a reconsidéré son intérêt pour le continent africain. Les autorités chinoises ont révisé les modalités de leur coopération culturelle, commençant à implanter les premiers Instituts Confucius, ces centres culturels destinés officiellement à former des étudiants africains au Chinois pour les rendre plus compétitifs sur le marché mondial et chinois. Le Forum de la coopération sino-africaine (FOCAC), cet espace de discussions où sont notamment élaborés les accords et plans d'action, relatifs à l'enseignement supérieur, est aussi devenu un des instruments prioritaires de la politique africaine en Chine au seuil des années 2000. Entre 1999 et 2007, selon le ministère chinois de l'Éducation, bien que ne représentant que 3 % de l'ensemble des étudiants étrangers, le nombre d'étudiants africains en Chine avait plus que quadruplé, passant de 1 386 à 5 923 (Lagrée, 2013 : 182)¹. À l'occasion du troisième FOCAC tenu en 2006 et regroupant 48 chefs d'États africains, le président Hu Jintao avait annoncé vouloir doubler le nombre de bourses annuelles attribuées aux étudiants africains : 4 000 au lieu des 2 000 jusque-là attribuées². En juillet 2012, le gouvernement chinois lançait un programme triennal « Plan pour les jeunes talents d'Afrique » visant à former 30 000 Africains et à leur accorder 18 000 bourses. Au-delà de ces effets d'annonce, la Chine entend bien s'impliquer à sa manière dans l'internationalisation du savoir. Et ces sollicitations ont d'autant plus de chances d'être entendues par la jeunesse africaine que « les années blanches » sur le continent se sont multipliées ces dernières années. Les sévères restrictions budgétaires ont durablement entravé le bon fonctionnement des universités publiques (Orivel, 1991 ; Niane, 1992 ; Faye & Naugman, 1991 ; Mazzochetti, 2009), et par ailleurs, l'embauche des jeunes diplômés à la sortie des campus universitaires est devenue de plus en plus problématique.

Dans cet article, la focale sera mise sur l'évolution des mobilités étudiantes africaines en direction de la République populaire de Chine, tenant compte précisément de l'impact des transformations sociétales sur les parcours professionnels des

1 Sur la même période, le nombre d'étudiants étrangers en Chine a plus que triplé, passant de 44 711 à 195 003 (Sources : ministère de l'éducation chinoise [www.moe.gov.cn.edoas.website]).

2 Cette mesure ne concernait pas seulement les ressortissants africains, le président Hu Jintao annonçait en 2007 vouloir doubler le nombre total d'étudiants étrangers dans les universités chinoises. Par ailleurs, les autorités locales de Beijing, de Shanghai et de Chongqing ainsi que certains établissements d'enseignement supérieur mirent en place de nouveaux systèmes de bourses à l'attention de l'ensemble des étudiants étrangers.

ressortissants de l'Afrique subsaharienne. La Chine serait-elle en train de devenir un nouveau pôle d'attraction de la mobilité étudiante africaine ? Alors que ses politiques de coopération universitaire s'intensifient en direction de l'Afrique, les registres d'action des étudiants africains inscrits aujourd'hui dans les universités chinoises ne relèvent-ils pas d'autres logiques de contournement que celles mises en place hier par leurs aînés, dans un autre contexte historique ? L'engouement pour cette nouvelle destination d'étude ne renseigne-t-il pas également sur les reconversions professionnelles à l'œuvre et sur les nouvelles hiérarchies qui s'instaurent entre savoir et reconnaissance professionnelle, par temps de pragmatisme exacerbé ? Les réponses que nous apporterons s'appuient principalement sur des enquêtes exploratoires (une quinzaine d'entretiens biographiques) menées auprès d'anciens étudiants africains ayant suivi tout ou partie de leur cursus universitaire en République populaire de Chine. Les uns ont été interrogés à Guangzhou³ où ils exerçaient leurs activités professionnelles (en 2006 et 2008), les autres, plusieurs années après leur retour au Sénégal⁴ (Dakar, en 2012 et 2013). Outre ces données

3 Ces entretiens s'inscrivaient dans un travail plus ambitieux visant à rendre compte du rôle joué par les ressortissants de l'Afrique subsaharienne dans la construction du comptoir africain en Asie. Dans cette perspective, à deux années d'intervalle ont été interrogés aussi bien des commerçants africains – établis ou en visite – que des intermédiaires chinois. Canton et Guangzhou sont deux termes pour désigner à des époques différentes la même ville. Les entretiens réalisés auprès de ressortissants africains (essentiellement à Xiaobeilu dans le district de Yuexiu et, sur une note mineure, dans le quartier de Sanyanli, à Baiyun, un autre district de Guangzhou) avaient pour objectif prioritaire de mettre en regard leurs parcours migratoires, familiaux et professionnels et de repérer les motivations qui les avaient amenées à s'engager dans cette activité de *trading* au lieu de valoriser directement leurs études supérieures dans leur pays d'origine. Des contacts que nous avons obtenus à partir de Hong Kong nous ont permis dans un premier temps de rencontrer des négociants guinéens, ghanéens et maliens à Guangzhou. Ceux-là nous ont mis en relation avec leurs collègues. Ensuite, nous avons eu l'occasion d'entrer en contact directement dans des centres commerciaux, des restaurants et des lieux de transport avec des *traders* marocains, nigériens, congolais, béninois et zambiens. Le caractère hétérogène de cette population a également été signalé par d'autres chercheurs ; une étude réalisée en 2007 montrait que la majorité des exportateurs africains installés à Xiaobeilu provenaient dans un ordre décroissant du Mali, du Togo, de Gambie, du Ghana et du Sénégal (Li, 2007 : 14) alors que les Nigériens restaient majoritaires dans l'aire commerciale de Sanyanli. La variable « africaine » se révèle en définitive tout à la fois incluante et excluante. D'une part, les entrepreneurs africains installés à Guangzhou ont essayé un temps et en vain (interdiction des autorités chinoises) de se constituer en fédération africaine pour mieux défendre leurs intérêts professionnels. D'autre part, des divisions sont activées selon les enjeux, tant par les membres de cette « communauté de circonstance » que par la société civile chinoise pour distinguer les francophones des anglophones, les visiteurs, des « établis ».

4 Il serait intéressant à l'avenir de mener, dans une perspective comparative, des recherches dans plusieurs pays africains sur les modalités de l'insertion professionnelle de ces nouvelles « élites » formées en République populaire de Chine. Cette première enquête exploratoire réalisée à Dakar

primaires, des ouvrages autobiographiques resituant au plan historique l'implication des étudiants africains dans les universités chinoises ont été consultés (Hevi, 1963 ; Okouma Mountou, 2008). La réflexion prend aussi en compte le travail du sociolinguiste Adams B. Bodoimo réalisé auprès de boursiers africains inscrits à l'université de Chongqing (Bodoimo, 2011) ainsi que l'étude exploratoire de la géographe Marie Gaborit réalisée auprès d'entrepreneurs mauritaniens installés à Yiwu (Gaborit, 2007).

Étudier en Chine au nom de l'internationalisme communiste pour intégrer l'élite nationale africaine ?

En 1955, la conférence de Bandung, premier rassemblement afro-asiatique organisé à l'initiative des pays non-alignés, constitua un tournant historique dans les relations Sud-Sud. Les 29 États d'Afrique et d'Asie ainsi réunis, qui, pour la majorité, venaient tout juste de gagner leur indépendance, posèrent les jalons d'une nouvelle ère fondée sur la coopération politique, économique et culturelle entre les deux continents. La République populaire de Chine poursuivit les années suivantes son soutien à l'endroit des pays africains et les accompagna au plan financier, logistique ou militaire dans leurs luttes contre l'impérialisme. En 1963, Zhou Enlai, alors ministre des Affaires étrangères, entreprit un grand voyage, accordant ses visites diplomatiques en priorité à l'Afrique du Nord (Égypte, Maroc, Tunisie et Algérie) où, très tôt, la Chine avait noué des relations privilégiées avec Nasser, puis dans la corne de l'Afrique (Éthiopie et Somalie) et dans les pays nouvellement indépendants ou communistes de l'Afrique de l'Ouest (Guinée Conakry, Ghana, Mali, Soudan). Premier pays de l'Afrique de l'Ouest à établir des relations diplomatiques avec la Chine, la Guinée entraîna dans son sillage le Mali puis le Ghana. Dès 1959, une ambassade chinoise fut ouverte à Conakry et, l'année suivante, Sékou Toure fut le premier chef d'État africain à se rendre en Chine. En 1961,

avait pour objectif de tester la faisabilité d'une telle étude. Quel protocole mettre en place pour retrouver la piste des étudiants anciennement formés en République populaire de Chine quand on ne trouve aucune trace des anciens boursiers dans les archives du ministère de l'Éducation et quand l'association des anciens étudiants sénégalais en Chine semble avoir perdu son caractère opérationnel ? Par le biais de connaissances, nous avons pu entrer en communication avec trois anciens étudiants, issus de trois générations différentes, lesquels nous ont ensuite orienté vers de nouveaux contacts. Cependant, un certain nombre de cadres sénégalais formés en Chine n'ont pu être joints parce que repartis à l'étranger ou à l'extérieur de Dakar.

Kwame Nkrumah, le leader ghanéen, chantre du panafricanisme entreprit, à son tour, le voyage. Il n'est donc pas étonnant que les premiers étudiants ouest-africains à bénéficier de bourses d'études en Chine arrivèrent de Guinée, du Ghana, du Mali et du Soudan. Quelques leaders d'opinion camerounais issus des rebellions bamiléké et bassa, et membres de l'Union des populations du Cameroun (UPC), qui s'étaient opposés à l'administration coloniale française et qui ne reconnaissaient aucune légitimité à Ahmadou Ahijo, premier président de la nouvelle République du Cameroun, arrivé au pouvoir avec le soutien actif de l'armée française, vinrent également grossir les rangs des premiers étudiants africains en Chine.

Cette première vague fut donc accueillie en Chine principalement au nom de l'internationalisme communiste et elle intégra les campus chinois au moment où le nationalisme africain avait atteint son paroxysme, en pleine crise congolaise. Patrice Lumumba, Premier ministre de la République démocratique du Congo venait en effet d'être assassiné. À partir de la montée des tensions entre l'URSS et la Chine, en 1960, le continent africain se transforma en nouveau terrain d'opposition idéologique. Fondant aussi sa coopération sur l'idéologie communiste, le gouvernement de Pékin chercha à soutenir les mouvements révolutionnaires et indépendantistes portés par des leaders africains. Par la suite, il considéra avec attention les choix politiques des chefs d'États africains vis-à-vis de Taiwan. Ce n'est donc pas non plus un hasard si les premiers ressortissants est-africains à venir étudier à Pékin étaient originaires de la Somalie, du Kenya, de l'Ouganda, de la Tanzanie et de la Zambie, pays qui avaient été les premiers à reconnaître la République populaire de Chine au détriment de Taiwan. Les discours tenus par le gouvernement chinois sur la nécessaire neutralité et le non-alignement, assortis d'aides financières eurent pour effet premier de séduire les nouvelles autorités africaines qui se prononcèrent sans hésitation pour l'accession de la Chine aux Nations unies. En 1971, la République populaire de Chine put ainsi siéger au conseil de sécurité à la place de Taiwan.

Les premiers Africains à venir étudier en République populaire de Chine étaient majoritairement des boursiers du gouvernement chinois. Étudiant ghanéen arrivé en novembre 1961 à Pékin, Emmanuel John Hevi (1963 : 138) explique : « De toutes les nationalités africaines représentées en Chine à l'époque où j'y étais⁵, toutes sauf une (la République du Tchad) bénéficiaient du soutien

5 Selon un recensement établi en 1962, la centaine d'étudiants africains en Chine appartenait à onze nationalités différentes, les ressortissants de Somalie, du Cameroun et de Zanzibar étant alors les mieux représentés (Hevi, 1963 : 140).

matériel soit de leur gouvernement, soit d'un parti politique ou d'une organisation de leur pays natal ; tous ces étudiants profitaient d'une bourse d'études offerte par le gouvernement chinois, par l'intermédiaire d'une de ses filiales [...]. Un grand nombre d'entre nous avait déjà ingéré une solide dose de socialisme, dispensée par nos partis politiques, mais je ne pouvais certifier que nous avions tous une vue très claire de ce que représentait le socialisme dans son ensemble. » Lui-même, envoyé en Chine par la Confédération du Travail, avait pour objectif principal d'apprendre un métier et non de devenir un marxiste exemplaire. Pour quasiment tous, leur ignorance du pays était presque totale. Quelques-uns cependant en avaient une idée très positive, laquelle avait été véhiculée par les nouvelles autorités africaines ayant visité la Chine en délégation. Partir en Chine était aussi déjà pour certains une façon de prendre de la distance par rapport à sa famille, son pays, une chance inespérée de découvrir le monde (Gillespie, 2001).

À leur arrivée en Chine, les étudiants africains de premier cycle passaient, comme ils passent encore aujourd'hui, les deux premières années à étudier le mandarin et à déchiffrer trois à cinq mille idéogrammes, le plus souvent à l'université des langues et cultures de Pékin (*Beijing Yuyan Daxue*). Au début des années 1960, leurs conditions de vie et de travail y étaient difficiles, bien que nettement plus satisfaisantes que celles rencontrées par les étudiants chinois eux-mêmes. Tout d'abord, les cours étaient dispensés exclusivement en mandarin et l'apprentissage de la langue était long et laborieux. Ensuite, les contacts limités avec la population locale débouchaient assez souvent sur une incompréhension mutuelle ; enfin, l'isolement au sein même du campus universitaire, doublé d'une surveillance stricte et permanente de la part des concierges, au lieu de favoriser leur insertion au sein de la communauté étudiante, contribuaient à activer les tensions et les rancœurs. E. J. Hevi insistait, quant à lui, essentiellement sur l'endoctrinement idéologique auquel étaient soumis tous les étudiants et du faible niveau d'instruction qu'ils recevaient au début des années 1960. Seul étudiant africain admis en médecine à l'université de Pékin, il s'inquiétait des possibilités de valoriser à son retour au Ghana son expérience universitaire, dès lors où le « diplôme » de médecin délivré en Chine correspondait à une attestation de présence en cours plutôt qu'à un certificat, sanctionnant véritablement les connaissances acquises et stipulant que les étudiants avaient passé avec succès une série d'examens. « L'absence de certificats dans les universités chinoises fut un des principaux griefs de la première "fournée" des douze étudiants africains qui quitta la Chine vers la fin de 1960 » (Hevi, 1963 : 50).

Dans ces conditions, avant ou sitôt leurs études terminées, les premières générations d'étudiants africains ont eu tendance à rentrer directement dans leur

pays d'origine. Il était hors de question pour ces jeunes gens⁶ fraîchement qualifiés de chercher un emploi en République populaire de Chine, pays qui traversait alors une situation économique critique. Bien que leurs diplômes étaient moins valorisés sur le marché du travail que ceux obtenus en Europe, ils ont pu trouver un emploi rémunérateur en cette période où les diplômés de l'enseignement supérieur n'étaient pas encore très nombreux en Afrique ; ils ont pu ainsi à terme se faire une place au sein de la nouvelle élite nationale, intégrant la fonction publique au côté des étudiants rentrés d'Europe ou d'URSS. C'est ainsi que les premières générations d'étudiants sénégalais formés en Chine ont investi les secteurs de l'agriculture et de l'hydraulique, travaillant pour des sociétés d'État. Au Sénégal, « les anciens qui ont fait la Chine, ils étaient des fonctionnaires ; l'un avait travaillé au barrage de Manantali à l'OMVS⁷. Ils ont tous perdu leur chinois » (Entretien Dakar, 25 janvier 2013). Quant aux ingénieurs maliens rentrés de Chine, ils ont trouvé des débouchés en tant qu'interprètes, assistants techniques dans des entreprises publiques ou privées créées dans le cadre de la coopération chinoise (Bourdarias, 2009 : 19).

Les conditions de séjour des étudiants africains en Chine ainsi que les programmes d'enseignement s'améliorèrent au fil des années. Mais de nouvelles contraintes apparurent cette fois au pays d'origine. « [...] Le soleil qui brillait en Afrique au lendemain de nos indépendances est [-il] devenu l'ombre des intellectuels d'aujourd'hui » (Okouma Mountou, 2008 : 139) ? On peut effectivement s'interroger sur les débouchés proposés aux étudiants formés en Chine alors que des diplômés de l'enseignement supérieur sortaient des universités

6 E. J. Hevi comme S. Okouma Mountou ont signalé une faible présence féminine au sein de la communauté estudiantine africaine. Le premier auteur rappelle le courage des étudiantes zanzibarites qui furent les premières à demander leur rapatriement après que des violences soient perpétrées à l'encontre d'un étudiant et d'un couple de Zanzibarites travaillant à Radio Pékin (Hevi, 1963 : 243). D'après le second auteur, seul le Congo s'efforçait de respecter la parité, envoyant autant de femmes que d'hommes. La pénurie de jeunes Africaines généra de vives tensions au sein de la communauté (Okouma Mountou, 2008 : 162). Selon l'étude réalisée vingt ans plus tard par A. B. Bodom (2011), auprès d'Africains en formation à l'université de Chongqing, les proportions semblent avoir évolué : bien que l'échantillon ne soit pas nécessairement représentatif de l'ensemble étudiant, 8 femmes et 24 hommes ont été interrogés. Dans nos propres enquêtes, nous n'avons pas rencontré d'Africaines formées en Chine.

7 L'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal est une organisation intergouvernementale de développement créée en 1972 conjointement à l'initiative du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal avec pour objectifs de construire des barrages (Manantali, Diama) destinés à réguler le régime du fleuve et de fournir les débits nécessaires à l'irrigation et d'édifier des centrales hydroélectriques.

nationales et grandes écoles nouvellement créées. « *Today's Senegalese students compare themselves with preceding generations, who could count on getting a government job as soon as they had a degree, and they see themselves as an abandoned generation* » (Cruise O'Brien 2003 : 168). On peut également se demander dans quelle mesure les ruptures diplomatiques initiées par certains États africains comme le Sénégal, au lendemain des événements de Tian'anmen⁸, n'ont pas aussi perturbé les projets des étudiants africains et recomposé les modalités du partenariat culturel avec la Chine.

1970-1990 : Étudier en Chine pour assurer sa promotion sociale en Afrique : stratégie gagnante ou « parcours du combattant » ?

Les décennies suivantes et, surtout après 1978, le gouvernement chinois multiplia ses opérations de développement en faveur de l'Afrique. Les programmes de coopération universitaire s'intensifièrent tout en s'élargissant à un nombre croissant de pays africains.

Les étudiants africains s'improvisent intermédiaires commerciaux pendant leurs vacances

Largement relayées par les gouverneurs de province dès le début des années 1990, les réformes amorcées par Deng Xiaoping contribuèrent à changer la donne économique en Chine. En dépit des résistances de l'État central, la libéralisation du marché devint une réalité. D'une part le système d'enseignement se recomposa ; l'autonomisation des universités chinoises entraînant de nouveaux modes de gestion des infrastructures. D'autre part, les universités eurent à gérer au mieux l'arrivée croissante d'étudiants japonais, sud-coréens, européens et américains. Dans ce contexte, une nouvelle partition s'opéra entre les étudiants qui finançaient eux-mêmes études et hébergement (*zifei*) et ceux

8 La plupart des étudiants africains furent rapatriés dans leur pays d'origine au lendemain de la répression violente du mouvement de Tian'anmen, en juillet 1989. En dépit de la condamnation quasi générale des autorités chinoises par la communauté étrangère, assortie d'une suspension des emprunts étrangers par nombre de gouvernements au Nord ainsi que par la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, un grand nombre d'étudiants africains reprit cependant le chemin de l'université chinoise à la rentrée suivante.

qui continuaient à être pris en charge par le gouvernement chinois (*gongfei*). Les étudiants africains, qui, pour leur grande majorité, appartenaient à la deuxième catégorie, durent s'arranger avec les nouvelles exigences de rentabilité financière qui mobilisait dorénavant le bureau de services des étudiants étrangers (*liuban*) et trouver des expédients.

Nombre d'entre eux jouèrent des privilèges accordés à ceux qui possédaient à la fois une carte d'étudiant, une carte de séjour et une carte de douane, pour recouvrer provisoirement une santé financière. En effet, à la fin des années 1980, seuls les étrangers avaient le droit d'aller s'approvisionner en produits électroménagers et matériel électronique de bonne qualité et à prix intéressant, directement à Macao ou à Hong Kong⁹. Pendant près d'une décennie, les étudiants africains purent ainsi mettre à profit leurs vacances scolaires (hiver, printemps, été)¹⁰ pour travailler en tant qu'intermédiaires auprès de commerçants chinois ou de visiteurs africains. Dans un premier temps, ils partaient faire du tourisme dans les grandes villes du sud de la Chine et en profitaient pour acheter la marchandise commandée par des étudiants chinois. Progressivement, le dispositif se professionnalisa, permettant à un nombre croissant d'étudiants africains de s'enrichir et de tester de nouvelles compétences. Les nouvelles recrues étaient repérées par des étudiants africains, issus des promotions les plus anciennes, qui n'étaient plus disposés à se déplacer. Ces derniers recevaient une commission de la part d'hommes d'affaires chinois dès qu'ils avaient pu les mettre en contact avec leurs "petits frères", nouvellement arrivés à l'université. Ces nouveaux candidats au voyage devaient se rendre à Canton, après avoir fait établir une carte de douane, valable tout au long de leur scolarité. Leurs frais de transport et d'hébergement étaient alors pris en charge directement par des commerçants chinois. D'autres guides, cette fois-ci chinois, prenaient la relève des premiers rabatteurs africains et les accompagnaient dans leurs pérégrinations entre Canton et Hong Kong ; ils leur facilitaient les formalités de douane, les aidaient à enregistrer les bagages au retour mais aussi contrôlaient leurs démarches pour éviter qu'ils ne soient repérés

9 À compter de la fin des années 1990, Macao et Hong Kong ont pris le statut de Régions administratives spéciales leur permettant d'acquérir un fort degré d'autonomie dans les affaires domestiques pour une période de cinquante ans selon le principe « un pays, deux systèmes » (Chabanol, 1992). Jusqu'en 2010, un statut spécial permettait aux résidents et touristes africains d'y étendre leur visa.

10 J. E. Hevi s'étonnait de l'importance des vacances scolaires pour les étudiants étrangers ; elles étaient alors de 100 jours par an sans compter les fêtes nationales alors qu'elles n'étaient que de 60 jours pour les étudiants chinois (Hevi, 1963 : 153).

par des concurrents ou par les autorités chinoises. Sitôt la marchandise réceptionnée à Canton par les hommes d'affaire chinois, les étudiants africains récupéraient une forte commission qui complétait avantageusement leurs maigres bourses. Mais, en janvier 1992, selon nos informateurs, les autorités chinoises mirent un terme à ce lucratif trafic. Resta alors aux étudiants africains qui maîtrisaient suffisamment bien le mandarin la possibilité de servir d'intermédiaires auprès des grands commerçants africains. Ceux-là, délaissant Dubaï, commençaient à venir s'approvisionner en gros à Canton pour revendre les marchandises en Afrique et avaient impérativement besoin de guides interprètes.

Enrichis par ces nouvelles expériences commerciales, quelques étudiants africains commencèrent à reconsidérer leur projet professionnel. La phase des études, qui constitue en principe un moment décisif dans la construction des ressources et des contraintes, se trouva ainsi perturbée par l'acquisition de nouveaux savoir-faire, relevant d'un univers de référence très éloigné. Les contextes politique et économique sur le continent africain s'étaient également largement transformés depuis leur départ en migration. Ces étudiants prirent conscience qu'il leur serait difficile de trouver rapidement un emploi rémunérateur au pays, avec en poche un seul diplôme de premier cycle et de surcroît non spécialisé, sur un marché devenu de plus en plus concurrentiel. Ceux qui ne voulaient pas prendre le risque de rentrer chez eux pour solliciter une nouvelle bourse¹¹ mais qui souhaitaient rester en Chine, ont alors cherché à se marier avec des jeunes Chinoises. Si le mariage ne permet pas d'acquérir la nationalité chinoise, il rend néanmoins plus facile l'installation ainsi que les démarches administratives. À Guangzhou, il nous a été signalé la présence ancienne de quelques individus enracinés. Ils n'étaient pas repartis sur le continent africain mais enseignaient l'anglais, le français ou travaillaient ponctuellement comme interprètes à la foire de Canton. Mais ces choix restèrent exceptionnels¹².

D'autres encore ont considéré la Chine comme un tremplin leur permettant de poursuivre leur route plus loin vers l'Europe ou les États-Unis ; l'université chinoise fut alors envisagée comme le lieu idéal pour étoffer d'autant plus

11 La Commission d'État chinoise pour l'Éducation accordait rarement la possibilité à un étudiant de premier cycle de poursuivre en maîtrise ou à un étudiant de second cycle de préparer un doctorat sans être rentré préalablement au pays.

12 Selon S. Okouma Mountou (2008), la plupart des étudiants béninois, gabonais, maliens, sénégalais qui se sont mariés à des Chinoises dans les années 1980 sont repartis avec leur épouse dans leur pays d'origine ou dans un pays tiers. Les étudiantes chinoises espéraient également par ces mariages mixtes partir à l'étranger.

aisément leur carnet d'adresse qu'elle rassemblait des étudiants en provenance de nombreux pays étrangers. « Ce qui m'a plus en Chine c'est le *melting pot*. Il n'y avait pas seulement des Africains à l'université. C'était vraiment les Nations unies en tant qu'études. On nous met dans des bâtiments réservés aux étrangers ; on se retrouve, c'est formidable. Ça ouvre à beaucoup de contacts ; c'est enrichissant » (Entretien Dakar, 28 juin 2012). Des étudiants africains s'employèrent à courtiser des étudiantes américaines, anglaises, françaises, australiennes ou japonaises dans la perspective d'un mariage. « Le visa serait une femme étrangère » (Okouma Mountou 2008 : 141). Difficile de savoir si c'est le mariage avec une femme étrangère qui a impulsé de nouvelles orientations ou si c'est l'envie de changer de cap qui a conduit à ces mariages mixtes et à un repositionnement de la vie privée. Ces unions semblent néanmoins avoir été déterminantes dans la construction de certaines carrières masculines, redéfinissant l'ordre des priorités. Elles ont permis à des jeunes Africains diplômés de l'université chinoise de s'expatrier encore ailleurs pour approfondir leurs études ou pour trouver un travail avec l'appui de leur belle-famille. Un Sénégalais, arrivé en 1978 à Pékin, a rencontré celle qui allait devenir sa femme trois ans plus tard à Shanghai, alors qu'il poursuivait une formation d'ingénieur hydraulique. Il s'agit d'une Australienne avec laquelle il vit aujourd'hui à Adelaïde où il travaille dans l'aménagement urbain hydraulique (Entretien Dakar, 25 juin 2012). Un autre encore a épousé une femme britannique et a préféré exporter des tissus chinois vers l'Angleterre où il s'est installé plutôt que de rentrer au Sénégal (Entretien Dakar, 26 janvier 2013). Une expérience commerciale fortuite lors de ses vacances scolaires, élargissant le champ des possibles au moment même où les possibilités de recrutement se rétrécissent dans le pays d'origine, assortie d'une rencontre avec « la femme de sa vie », appartenant elle-même à un autre univers culturel sont autant d'événements qui peuvent conduire à réviser sa trajectoire personnelle et à envisager de nouvelles perspectives professionnelles très éloignées a priori de son domaine initial de compétences. Everett Hughes a été le premier sociologue à conceptualiser l'existence de transitions plus ou moins imprévisibles entre des séquences au sein d'un parcours de vie. Ces événements rebaptisés « tournants de l'existence » (*Turning point*) sont des moments qui conduisent les individus à reconsidérer leur parcours de vie dans leur globalité (Hughes, 1953). Loin de subir les événements, les étudiants africains sont capables d'intervenir sur le sens qu'ils entendent leur attribuer.

Valoriser au pays ses diplômés chinois : l'exemple sénégalais

D'autres enfin réintégrèrent leur pays d'origine pour exercer dans des secteurs très diversifiés (textile, mécanique, hydraulique, informatique, télécommunications, transport maritime, commerce, banque...). Au Sénégal, ils furent employés dans des services d'État, recrutés par des entreprises chinoises (mission agricole, sociétés de travaux publics comme *Henan China*, de télécommunications comme *Huawei*¹³). Ceux qui ont cherché un travail dans l'industrie textile ont rencontré de grosses difficultés, en lien avec la crise mondiale du secteur. L'un rentré en 1983 a pu trouver facilement du travail dans la société ICOTAF¹⁴ en tant que responsable d'atelier dans le département production mais a dû quitter la société alors que la crise textile atteignait son paroxysme et monter des affaires dans un autre secteur (Entretien Dakar, 23 janvier 2013, *op. cit.*). Alors qu'un second, rentré au mauvais moment, n'a jamais pu valoriser son expertise d'ingénieur textile :

« Je suis rentré au Sénégal, en 1991 pour chercher du travail et là c'était difficile. Les années 1990, la situation du textile dans le monde, c'étaient les années catastrophiques. Au contraire d'embaucher, ils diminuaient le personnel et les stages étaient non rémunérés, il y avait des faillites. Je suis rentré dans une situation très morose. Je suis resté de juillet, pendant 8 mois sans travail. [...] En fait, 1992-1993, j'ai eu deux ans de flottement. J'étais dans le corps de la paix américain à Thiès ; j'ai enseigné dans le privé les mathématiques, j'ai flotté quoi. Entre temps je cherchais une bourse de troisième cycle ; elle est sortie en fin de compte en 1995. [...] J'ai pu trouver du travail au niveau de Henan China en 1994. J'y ai travaillé pendant un an comme interprète. Il n'y avait pas tellement de marchés. J'ai été obligé de partir ; de toute façon, ça ne m'intéressait pas. C'était en attendant. Tant mieux, ça a été une séparation à l'amiable » (Entretien Dakar, 23 janvier 2013, *op. cit.*).

Dans son travail de reformulation de son itinéraire, l'enquêté donne à voir les tensions qu'il éprouve à mesure que le temps s'écoule et que des irréversibilités relatives se dessinent.

13 Entreprise chinoise de propriété privée installée au Sénégal après le rétablissement des relations diplomatiques avec la Chine à l'hiver 2005. Elle avait pour objectif de mettre en place un réseau haut débit dans l'administration sénégalaise.

14 Industrie cotonnière africaine employant environ 500 personnes dans les environs de Dakar dont la liquidation judiciaire a eu lieu en août 2003.

En dépit des difficultés rencontrées, les étudiants sénégalais, partis à compter de 1985 en Chine, ont cherché du travail dans leur pays d'origine, ou, à tout le moins, l'ont revendiqué : « Je n'ai pas cherché en Chine. À l'époque, on étudiait et on s'en allait ; maintenant ça a changé, ils font des études et ils restent en Chine. Ils ne font même plus d'études, ils font du *business*. À l'époque, c'était impensable. Tous les gens de ma promotion sont rentrés » (Entretien Dakar, 24 juin 2012). La majorité des étudiants sénégalais formés en Chine, issus de ces générations, se sont appliqués à trouver un travail dans leur pays, se conformant aux normes alors en vigueur dans la société sénégalaise. Une formation dans la sphère technique devait alors déboucher nécessairement sur un emploi d'ingénieur, secteur hautement valorisé. Néanmoins, certains ont dû entreprendre quelques détours avant de pouvoir exercer une activité professionnelle en rapport avec leur formation initiale. Les bifurcations auxquelles sont conduits les étudiants diplômés prennent des sens différents selon qu'elles se présentent comme un projet, une crise ou un événement extérieur (Negroni, 2005).

Repartis en Chine pour consolider leur première expérience universitaire et accroître leurs ressources, des Sénégalais ont vécu en direct les conséquences de la rupture diplomatique de leur pays avec la Chine. Bien que cet événement ait été marquant, il n'a pas été considéré pour autant comme « événement catastrophe », dès lors où les étudiants qui en ont parlé ont réussi à se réapproprier ce moment, à lui donner un sens qui leur a permis de tourner la page et de rebondir dans leurs choix universitaires ou professionnels (Leclerc-Olive, 1998), comme l'illustrent les propos suivants :

« Je suis reparti à la même université textile à Shanghai et là, j'ai fait 6 mois et Pof ! Rupture des relations diplomatiques avec la Chine ! Ce n'est pas linéaire moi, mais ça m'a enrichi beaucoup. En février 1996 donc le Sénégal a reconnu Taiwan et Paf ! Les Chinois ont interrompu la bourse immédiatement [...]. On a fait nos bagages et ils nous ont demandé de partir officiellement. L'État sénégalais nous a envoyé les billets d'avion. On était 11 à rentrer voir 15. On venait de Beijing, de Shanghai, on est revenu par des vols réguliers, on n'a pas eu de problèmes. Quand on est rentré ici, il a fallu renégocier avec l'État et Taiwan pour qu'on puisse reconnaître nos études. Les Taïwanais ont accepté de refinancer nos études à condition qu'on puisse choisir les destinations ; c'est comme ça que je suis parti en France [...]. J'avais choisi la France, d'autres la Tunisie. La majeure partie est partie au Maghreb ; la France c'était une exception » (Entretien Dakar, 28 juin 2012, *op. cit.*).

La linéarité de la trajectoire participait encore des attendus de cet étudiant de sorte qu'il a tenté de reconstruire une cohérence de son parcours en dépit des changements successifs auxquels il a été contraint.

De fait, pendant près d'une décennie, les étudiants sénégalais n'ont pu bénéficier de bourses d'études en Chine ; cette longue pause dans la collaboration culturelle entre les deux pays a conduit également à une rupture générationnelle entre les étudiants eux-mêmes : ceux qui partent aujourd'hui n'avaient pas d'intérêt à entretenir des liens particuliers avec les premières générations ni ne pouvaient bénéficier de la transmission de connaissances très certainement obsolètes. Si l'afflux des étudiants africains vers la Chine a connu une accélération à compter du milieu des années 1990, l'ouverture s'est véritablement faite au seuil des années 2000, après que Jiang Zemin a mis en avant le rôle clé que pouvaient jouer les étudiants étrangers dans la stratégie de développement éducatif chinois (Lagrée, 2012) dans le cadre du premier Forum de la Coopération Chine-Afrique. L'essor économique de la Chine pouvait permettre dorénavant à ses dirigeants de soigner davantage leurs relations diplomatiques ; un souci qui avait été relégué au second plan au cours des décennies passées.

Faire des affaires en Chine après ses études : hasard heureux, réorientation circonstanciée ou stratégie concertée ?

Depuis que la Chine est entrée dans l'OMC et a ouvert ses portes au négoce international en 2001, nombre d'étudiants africains qui avaient débuté un cursus dans une université chinoise ont vu progressivement l'intérêt qu'ils avaient à rester sur place pour y développer une activité commerciale rentable. Mais ce changement d'orientation doit aussi se comprendre, à l'aune de la transformation progressive du dispositif marchand africain en Asie. Les premiers ressortissants ouest-africains à avoir ouvert des bureaux à Guangzhou, au début des années 2000, dans les quartiers de Baiyun et de Yuexiu, à proximité de la foire de Canton, arrivaient directement de Hong Kong, Bangkok et Jakarta avec une solide expérience commerciale (Bertoncello & Bredeloup, 2007 ; Bodomu, 2010, 2012 ; Li *et alii*, 2008, 2012 ; Liu, 2008, 2012). À partir de ces places marchandes asiatiques, depuis une quinzaine d'années déjà, ces entrepreneurs-migrants avaient pu développer des activités d'import-export avec le continent africain, ouvrant en complément des agences relais dans les villes africaines (Lomé, Brazzaville, Nairobi). Maliens, Guinéens, Nigériens pour la plupart d'entre eux, ils avaient progressivement consolidé leurs compétences acquises sur le tas et non sur les

bancs de l'école. Les uns avaient commencé par revendre des pierres précieuses, extraites des mines congolaises ou angolaises dans les bourses asiatiques. Ayant assisté à la construction d'unités textiles par des ingénieurs asiatiques en terre africaine, les autres avaient eu l'idée de remonter jusqu'à la source ; ils avaient alors démarché les usines thaïlandaises ou indonésiennes, fabricant du coton et de la rayonne et autres fibres. Leur installation en Chine et la création d'une nouvelle antenne commerciale participaient donc de l'extension ou du réaménagement de leurs réseaux commerciaux (Bertoncello *et alii*, 2009 ; Bredeloup, 2012). Ceux-là se sont rapidement rendus indispensables, s'approvisionnant directement auprès des usines chinoises, situées dans l'arrière-pays, dans la zone spéciale de Schenzen et écoulant la marchandise sélectionnée, principalement auprès de leurs visiteurs africains, eux-mêmes grossistes. Ces hommes d'affaires ont été rebaptisés localement « *traders* » dans le sens où ils ont pu créer une société de *trading* en Chine, proposant une gamme variée de services (conseil, *sourcing*, contrôle de la qualité, transit, dédouanement). Leur agence n'est que le prolongement commercial officiel d'une société commerciale créée en Afrique.

Le commerce : un complément de revenus ou une réorientation professionnelle ?

Dans cette configuration marchande en redéfinition constante, des étudiants africains qui s'étaient inscrits dans les universités chinoises au milieu des années 1990 ont été approchés par des commerçants chinois ou africains pour servir ponctuellement d'interprètes. Ceux qui supportaient difficilement leur situation d'étudiant étranger, en raison du montant limité de leur bourse et de l'isolement dans lequel ils se trouvaient, ont vécu cette première expérience professionnelle comme une bulle d'oxygène, leur permettant de s'ouvrir provisoirement au monde. Ceux qui n'avaient pas obtenu leur diplôme ou avaient interrompu leur formation et s'interrogeaient plus globalement quant à leur avenir professionnel ont considéré, quant à eux, cette proposition comme une véritable aubaine leur permettant de transformer l'espace des possibles. Autrement dit, cette opportunité de travail sur le sol chinois en situation d'incertitudes a été vécue par les premiers comme un intermède sans entraîner pour autant un changement de direction immédiat dans leur parcours. Alors que cette même proposition a produit des effets irréversibles sur la trajectoire des seconds, débouchant sur une réorientation professionnelle ainsi que sur une redéfinition de leur position dans la société chinoise ; tout événement ne débouche pas nécessairement sur une bifurcation (Grossetti, 2006).

Deux Nigériens aujourd'hui à la tête d'une société de *trading* expliquent chacun à sa manière les raisons qui les ont poussés à se convertir au commerce après un cursus universitaire avorté en Chine. L'un a abandonné ses études de médecine en quatrième année, a épousé une Chinoise et a commencé par enseigner l'anglais dans un lycée chinois avant d'être sollicité comme interprète pendant la foire de Canton (Entretien Guangzhou, 13 juillet 2006). Ces changements plutôt radicaux ont remis en question l'ordre routinier dans lequel il s'était installé. Son compatriote non plus n'avait pas terminé ses études de génie civil quand il a été recruté, principalement pour sa maîtrise du mandarin, par une autre société de *trading*, gérée par un ressortissant du Maghreb (Entretien Guangzhou, 7 juillet 2006). L'un comme l'autre ont ensuite gravi les échelons dans ce petit monde du commerce et se sont mis à leur compte, s'installant durablement dans la société chinoise. D'autres encore, engagés dans un troisième cycle d'études en Chine, ont reconsidéré leur avenir après s'être essayé au commerce et avoir testé un premier retour sur le continent africain. Marie Gaborit, qui a reconstitué la trajectoire professionnelle de plusieurs *traders* mauritaniens, installés à Yiwu et ayant suivi de longues études supérieures, montre aussi comment cette bifurcation peut s'opérer après que les étudiants se soient, par nécessité, familiarisés avec les rouages du commerce (Gaborit, 2007) : une petite expérience aux effets déterminants. Moctar, qui est aujourd'hui à la tête d'une grosse entreprise de *trading* (2 000 conteneurs par an à destination de la Mauritanie), a d'abord été l'un des premiers étudiants à fréquenter la filière langue chinoise ouverte en 1988 à Nouakchott. Il a commencé par enseigner le Chinois à l'université de Nouakchott avant de repartir à l'université de Pékin en tant que boursier pour y préparer d'abord un master en Culture et Littérature chinoises, puis une thèse de doctorat, se spécialisant en Idéologie chinoise. Mais il a interrompu ses études en troisième année de thèse. Il avait eu l'occasion de « goûter au *business* », pendant ses dernières années d'études, sollicité lui aussi en tant que guide-interprète par des hommes d'affaires africains, de passage aux deux foires annuelles de Canton. Et cet épisode l'amena à repenser fondamentalement ses choix de vie, son avenir professionnel. Un changement de cap que Sidi, un autre de ses compatriotes a également effectué, à quelques années d'intervalle. Sidi s'était retrouvé dans l'obligation de jouer les intermédiaires commerciaux auprès d'un compatriote pour survivre en attendant que sa bourse interrompue au terme de sa troisième année soit prolongée ; une étape nécessaire pour qu'il puisse terminer et valider son master en Politique internationale à l'université de Pékin. Mais à l'instar d'autres étudiants africains, il s'est pris au jeu : au lieu de terminer ses études comme il en avait initialement l'intention, il

a préféré rentrer au pays pour créer une société, de façon à pouvoir ouvrir ensuite une filiale en Chine. Après avoir travaillé quelques mois comme associé avec l'homme d'affaire mauritanien qui lui avait proposé préalablement un emploi de guide-interprète, il s'est installé à son compte à Yiwu en 2005 (Gaborit, 2007 : 226). L'un comme l'autre affichaient une réussite flamboyante auprès de l'enquêtrice, rappelant que la valorisation sociale ne s'opère pas nécessairement dans la continuité immédiate de l'expérience universitaire. Une formation en sciences politiques comme en littérature chinoise ou en hydraulique peut déboucher sur une carrière commerciale florissante. Les visites réalisées par les étudiants africains à l'occasion de leurs vacances dans les différentes villes chinoises ainsi que les sollicitations croissantes des hommes d'affaires implantés en Afrique ont permis à ceux qui traversaient des difficultés financières ou qui n'entrevoyaient pas le terme de leurs longues études de reconsidérer en Chine leurs projets professionnels sur des bases nouvelles. La notion de carrière professionnelle telle qu'elle avait été envisagée dans le monde occidental puis exportée a fait long feu depuis que la flexibilité et la mobilité ont été érigées en nouvelles valeurs cardinales, par temps de crise économique (Sennett, 2000).

Faire une spécialisation en Chine et s'y installer

Faire une spécialisation en Chine, en complément d'une formation universitaire initiale réalisée chez soi en Afrique ou sur un troisième continent (Europe ou Amérique) peut aussi conduire des étudiants africains à reconsidérer leur avenir professionnel. Plutôt que de rentrer dans leur pays avec cette expertise supplémentaire, ils se sont installés durablement en Chine en tant qu'exportateurs, écoulant des marchandises aussi bien dans les pays du Nord que du Sud. Entrepreneurs de la mondialisation ! C'est le cas d'un ressortissant nigérian, qui a implanté une société de *trading* à Guangzhou en 2001. Abdul a travaillé pendant un an comme vétérinaire pour le gouvernement de son pays, à l'instar de cinquante autres compatriotes, après avoir étudié la médecine pendant cinq ans à l'université de Batna en Algérie (Entretien Guangzhou, 10 juillet 2006). Au lieu de persévérer dans cette activité, il a préféré reprendre la route universitaire. La Chine lui avait proposé une bourse d'étude pour approfondir sa connaissance en génétique de la reproduction animale et en parasitologie. Ayant réalisé au cours de cette formation qu'il ne pourrait pas monnayer facilement cette nouvelle compétence ni dans son pays, ni dans sa profession initiale, il a décidé d'emprunter une autre voie, à la fois plus risquée mais aussi plus rentable. Ce sont précisément les arguments qu'il a

avancés pour justifier auprès du chercheur son changement de direction. Le même événement aurait pu conduire à d'autres décisions s'il était survenu avant l'ouverture économique de la Chine et dans une période où les diplômés étaient plus valorisés. Des économistes pourraient aussi assimiler cette trajectoire à l'exode des cerveaux, à cette perte économique que suggère l'émigration durable de ceux qui ont été formés au pays et pour lesquels l'État a engagé des frais. Non seulement Abdul a rompu son contrat avec le gouvernement nigérien, mais encore, il s'est lancé dans un métier qu'il n'avait jamais même envisagé et que sa famille jugeait dégradant plutôt que qualifiant : « Avant, j'avais peur du commerce, je ne suis pas issu d'une famille de commerçants. Papa était fonctionnaire douanier, maman, infirmière. » Cette option – devenir importateur en Chine plutôt que vétérinaire au Niger – s'est accompagnée de nouvelles irréversibilités relatives (mariage avec une Coréenne ...) et l'a conduit à de nouveaux engagements familiaux : « Je suis obligé de les aider [sa famille restée au Niger]. » Il met en avant son capital linguistique – il maîtrise tout à la fois le chinois, l'anglais, l'arabe, le malais et le français – pour justifier son choix : « C'est le facteur langue qui m'a obligé à faire des affaires. Mes clients, ce sont des Français, des Africains, des Arabes. Je pars en Arabie Saoudite chaque année, au Maroc, en Algérie aussi. Je viens de soutenir ma thèse en anglais mais j'aurai préféré en français. » Dans cette activité commerciale, il peut mettre ainsi à profit l'ensemble de ses connaissances et compétences. Abdul exporte principalement des produits et du matériel vétérinaires fabriqués en Chine vers l'Afrique du Nord, l'Afrique subsaharienne et l'Europe qu'il va acheter directement dans des usines spécialisées dans les provinces du Nord. Il a créé au préalable un bureau à Niamey pour écouler localement ses marchandises. Il occupe ainsi une niche économique très protégée. Il a joué également de ses relations multiples pour reprendre attache avec le gouvernement nigérien qui n'a toujours pas accepté qu'un de ses fonctionnaires aussi brillant et bien formé choisisse de s'expatrier en Chine dans le négoce. N'était-ce pas un moyen à petite échelle de transformer le *brain drain* en *brain gain* et de faire le pari que le départ en migration des élites peut être compensé à certaines conditions à la fois par un rapatriement de devises et un accroissement du capital social ? À la fin des années 2000, Abdul s'est imposé comme consul honoraire pour le Niger ; il est intervenu notamment pour appuyer les revendications des étudiants boursiers installés en Chine à l'occasion de la visite d'un ministre nigérien à Guangzhou en 2006, se présentant à nous comme un « étudiant rebelle » qui ne comprend pas qu'on puisse fermer les portes du campus à 11 heures du soir.

De la même manière, Jacques a compris les avantages qu'il pouvait retirer de son séjour universitaire en Chine, en reconsidérant son projet de vie

(Entretien Guangzhou, 10 juillet 2006). Originaire de Kinshasa, après avoir obtenu une licence d'Économie en France et un MBA au Canada, il a décidé, contre toute attente, de préparer un Ph.D en économie du développement dans une université de Guangzhou. Il est arrivé en 2001 ; il comptait repartir s'installer en République démocratique du Congo à la fin de ses études pour travailler comme expert. Mais là encore, des événements imprévus l'ont conduit à réviser ses choix. Il s'est marié à une jeune ressortissante de Guangzhou avec laquelle il a eu deux enfants. En parallèle de ses études, pour nourrir sa famille, il s'est alors lancé dans l'exportation de marchandises à destination de son pays d'origine. Il s'est pris rapidement au jeu : « On est devenu commerçant au fil du temps ; avant jamais on ne trouvait un Congolais dans le commerce. Le Congolais c'est la bureaucratie, l'administration. » Là encore, sa vie a basculé et sa carrière a bifurqué. Quelques-uns de ses compatriotes l'avaient précédé sur ce créneau, qui, pendant des années, avait été réapproprié par des entrepreneurs maliens installés de longue date dans les grandes villes congolaises. La situation économique s'aggravant au Congo et les unités de production fermant leurs portes les unes après les autres, les nationaux ont commencé à s'intéresser aux activités de négoce. À partir de sa société de *trading*, Jacques expédie principalement en RDC des matériaux de construction, des machines outils et du matériel de bureau. Il estime, quant à lui, mettre concrètement à profit les connaissances théoriques apprises en économie et management. Il occupe des responsabilités au sein de l'association des Congolais de Guangzhou et, à l'exemple de son collègue nigérien, use de ses relations et de sa maîtrise des codes culturels locaux pour aider ses compatriotes lors d'arrestations ou autres problèmes rencontrés avec les autorités chinoises. Tous deux remplissent les mêmes fonctions d'intermédiation que leurs aînés, ces premiers *traders* maliens, guinéens analphabètes, mais, en plus, combinent capital culturel et social.

Autant de bifurcations dans ces parcours de vie qui renseignent sur la capacité des étudiants africains à saisir les nouvelles opportunités économiques proposées par la Chine en tant que nouvelle puissance mondiale mais aussi sur leurs aptitudes à jouer de leurs diverses identités, statuts et savoir-faire pour construire, au mieux et au plan international, dans un contexte incertain, leur carrière professionnelle. Les nouveaux dispositifs paradoxaux mis en place par les autorités chinoises (durcir les conditions d'entrée des commerçants étrangers sur le sol chinois et favoriser l'accueil des étudiants étrangers dans les universités chinoises) conduisent également les ressortissants africains à réviser leurs stratégies d'implantation. Les nouveaux modèles de consommation mais aussi de réussite issus de la mondialisation peuvent, de surcroît, influencer les registres d'action de

la jeunesse africaine. La notion de carrière professionnelle tendrait à être remplacée par des bricolages continus, marqués par de nombreuses bifurcations et ces changements successifs seraient entendus comme autant d'occasions d'initier de nouvelles expériences individuelles valorisées pour mieux se connaître.

Étudier en Chine, un prétexte pour y commercer plus sûrement

La situation des étrangers s'est effectivement détériorée en Chine depuis que de nouvelles lois d'immigration ont été promulguées en 2007, conduisant nombre d'entre eux à reconsidérer sérieusement leur séjour en territoire chinois. Sur la base de nos propres estimations, entre 2006 et 2008, environ 30 % d'hommes d'affaires africains installés à Xioabeilu sont rentrés dans leur pays d'origine ou ont investi d'autres places marchandes moins contrôlées (Thaïlande, Inde, Vietnam). « Pour ceux qui connaissaient la ville avant, c'est déserté ! Beaucoup sont en prison, d'autres sont repartis dans leur pays ou à Bangkok. [...] Beaucoup de femmes et d'enfants sont partis. La majorité a renvoyé la famille au pays. La famille ici ça devient trop lourd » (Entretien Guangzhou, 16 juillet 2008). La durée des visas de séjour a été notablement raccourcie. Ce changement a conduit les migrants africains à multiplier leurs voyages en train de Guangzhou jusqu'à Macao et Hong Kong, ces zones spéciales administratives où ils avaient l'autorisation de renouveler leur visa, avant de négocier des arrangements avec des agences privées se chargeant de la procédure à partir d'autres provinces contre rémunération : « L'administration d'ici n'est pas contente, car les autres provinces accordent le visa aux Africains qui viennent s'installer à Canton. Elle a porté plainte et c'est depuis que les policiers barrent les visas sur le passeport » (Entretien Guangzhou, 13 juillet 2008). Le durcissement des lois relatives à l'immigration étrangère en Chine a rendu quasiment impossible l'obtention d'un permis de résidence : « La résidence ici c'est zéro. Plein d'entre nous ne veut plus la prendre. Tu n'as aucun droit ni pour la santé, ni pour l'éducation [...] tu n'as rien. Un petit policier dans la rue peut annuler ton document. Il barre ton papier et il te donne trois jours pour partir » (Entretien Guangzhou, 17 juillet 2008). Dans leur majorité, les jeunes qui étaient arrivés en Chine pour y faire escale avant de poursuivre leur route vers l'Europe ou les États-Unis n'ont pu résister à ces mesures drastiques. En l'absence de diplômes universitaires spécialisés et d'une maîtrise suffisante du mandarin, ils ne s'étaient que ponctuellement insérés dans les bureaux dirigés par leurs compatriotes et avec lesquels ils entretenaient des liens familiaux. Leur connaissance très approximative de la société chinoise ne leur a pas permis de se

faire une place dans ce petit monde où la concurrence s'est durcie. Ils ont quitté Guangzhou à la fin des années 2000.

Quant aux dernières générations, elles se sont employées à obtenir des visas d'étudiants à partir du continent africain, profitant des nouvelles dispositions (Mathews & Yang, 2012). En effet, dans le cadre de sa politique culturelle, le gouvernement chinois a notablement augmenté le nombre de bourses annuelles attribuées aux étudiants africains. Parmi les étudiants boursiers, les uns affichent l'intention première de suivre la totalité de leur cursus dans une université chinoise avec pour principale ambition d'obtenir un diplôme leur permettant de trouver rapidement du travail en Afrique. D'autres cherchent à obtenir un visa d'étudiant pour très vite se lancer dans les affaires à partir de la Chine (Haugen, 2010 ; Liu, 2012). Les discours ont aussi changé à l'ère où la mobilité n'est plus assimilée comme par le passé à de l'instabilité mais comme vecteur permettant d'être partie prenante de la mondialisation. D'autres enfin entendent combiner études et commerce et ont choisi de suivre des études techniques ou commerciales qui leur laissent suffisamment de temps pour mener de front les deux activités. Ce phénomène avait déjà été observé auprès d'étudiants maliens, sénégalais et camerounais ayant émigré au Maroc et en Tunisie. Ils s'inscrivaient dans des écoles privées, suivaient plus ou moins les programmes d'études et menaient de front des activités lucratives dans la perspective de poursuivre leur route vers l'Europe (Bava, 2009 ; Bredeloup, 2009 ; Mazzella, 2009). Il serait intéressant de pouvoir interroger, à l'avenir en Chine, des étudiants africains en formation pour mieux comprendre quelles stratégies ils sont amenés à développer. Compte tenu de la politique chinoise affichant sa volonté d'accueillir un nombre croissant d'étudiants africains, on peut penser que le contrôle des entrées et des activités des boursiers sur le territoire chinois s'avère plus délicat, surtout dans les provinces éloignées de Guangzhou. *Radio France Internationale*, dans un reportage tourné à Shanghai en 2010, intitulé *Chine-Afrique, le business des étudiants africains expatriés* faisait état de leur conversion au commerce (Reportage de Frédéric Garat daté du 24 juin 2010). Les étudiants interrogés connaissaient des compatriotes qui avaient arrêté leurs études pour continuer à plein temps ce business très lucratif. De la même manière, des étudiants implantés à Beijing tiraient parti de leur proximité d'avec Yiwu, le nouveau *hub* commercial mondial, pour charger des conteneurs à destination de l'Afrique (Entretien Dakar, 17 janvier 2013). Une pratique qui avait déjà été repérée, dès les années 1980, mais qui pourrait connaître une autre ampleur depuis que la Chine est devenue le principal fournisseur de l'Afrique en produits de grande consommation.

Il ne faudrait pas pour autant en conclure trop rapidement que la majorité des étudiants africains se dirigeant aujourd'hui vers la Chine conçoivent

les études comme un alibi pour émigrer et s'installer en Chine. Dans une recherche menée en 2009 auprès d'étudiants africains inscrits à l'université de Chongqing, A. B. Bodomo a montré que 22 d'entre eux (sur un total de 34) projetaient de rentrer dans leur pays pour y travailler après l'obtention de leur diplôme (Bodomo, 2011). Tous ces étudiants étaient en Chine depuis trois ans au plus (25 sur 32 y étaient depuis moins de trois mois) ; 29 sur 32 suivaient un cursus d'ingénieur. En 2002, la Chine a signé un accord de reconnaissance réciproque des études et des diplômes universitaires avec 32 pays dont la France, l'Allemagne et la Grande Bretagne qui permet aux étudiants formés en Chine de faire valoir dans le monde entier leurs diplômes. Les réserves formulées par E. J. Hevi au début des années 1960, sur la conception chinoise des diplômes, ne sont plus d'actualité. L'internationalisation des diplômes est actée. Cela étant dit, le décalage est toujours important entre les projets initiaux et ce que recouvre la réalité. L'achèvement des études n'a d'intérêt que si elles assurent des débouchés professionnels. Une fois leur diplôme en poche, les étudiants formés à l'université de Chongqing auront tout le temps de reconsidérer leur avenir professionnel, au gré des rencontres, au fil des opportunités, ici et là-bas.

Conclusion

La circulation estudiantine entre l'Afrique et la Chine a pris un nouvel essor depuis que la Chine s'intéresse au sol et sous-sol africain. Les autorités chinoises multiplient leurs visites diplomatiques sur le continent africain, en même temps qu'elles augmentent leurs offres de bourses à l'endroit des étudiants, privilégiant des bourses de courte durée pour des spécialisations dans des filières en rapport avec leurs propres intérêts en Afrique. À l'ère de la mondialisation culturelle, contrairement à leurs aînés arrivés au nom de l'internationalisme communiste ou dans le cadre de premiers programmes de coopération sino-africaine, les jeunes Africains qui partent aujourd'hui étudier en Chine sont mieux préparés car déjà très informés sur les débouchés professionnels qu'ils pourront trouver ici ou là-bas. Depuis que la Chine est passée en tête des partenariats commerciaux du continent africain devant l'Europe et les États-Unis, de nouvelles opportunités professionnelles sont à envisager pour tous ceux qui maîtriseront le mandarin. Les entreprises chinoises installées dans les villes africaines seront amenées dans les années à venir à recruter du personnel local en nombre croissant, si elles veulent poursuivre sans heurts leur expansion territoriale. C'est aussi dans cette perspective qu'à compter de 2004, la coopération culturelle sino-africaine a pris

un nouveau tournant avec la création d'Instituts Confucius. La Chine a implanté 31 Instituts Confucius, directement sous tutelle du ministère chinois de l'Éducation, dans 26 pays africains. *Soft power* disent les uns pour expliquer dans quelle mesure la création de ces zones d'influence culturelle sur le continent africain doit permettre à la Chine d'y consolider ses transactions économiques. À l'évidence, cette stratégie d'expansion culturelle séduit largement les élites africaines qui entendent jouer des concurrences entre les puissances mondiales pour tirer au mieux leur épingle du jeu. Les autorités chinoises l'ont compris, obligeant les boursiers africains qui complètent leur formation en Chine à s'engager à retourner dans leur pays après leur formation.

L'essor des entreprises chinoises sur le sol africain ouvre également de nouvelles perspectives de travail pour les Africains déjà formés en Chine et réinstallés. Dix ans se sont écoulés entre le moment où Cheikh assurait le rôle d'interprète à la *Henan China* à Dakar et celui où il a pu trouver, dans la même société chinoise, un poste à sa mesure. Entre temps, il avait complété sa formation technique initiale en Chine par une formation commerciale en France et vécu des années d'incertitude professionnelle :

« Le jour où j'ai signé mon contrat avec Henan China c'est le jour là où mon billet expirait, c'est ou le CDI à Dakar ou je rentre en France. L'avantage c'est qu'on me connaissait ; j'ai retrouvé des gens que je connaissais avant. J'ai été recruté en janvier 2003. Mon retour au Sénégal a coïncidé avec un projet d'adduction d'eau à réaliser sur financements belges. [...] J'ai surtout été pris pour assister le directeur du projet, une assistance administrative et financière, des relations avec la sécurité sociale, les impôts. Le chef de projet ne parlait pas chinois. Je n'ai pas signé avec le projet mais avec le siège. J'ai fait un an et demi dans le projet et je suis revenu au siège. Maintenant c'est beaucoup plus stimulant. Je suis l'un des premiers collaborateurs du DG. Un assistant du DG. On est ensemble dans les trucs importants, les voyages, les grandes réunions avec les ministres. Je voyage dans la sous-région. Le DG est francophone, je suis un collaborateur, dans l'assistance pure je le seconde, dans les audiences avec les ministres. J'envisage en fin d'année d'aller en Chine pour fêter 30 ans de présence au Sénégal. Je vais être parmi les personnes de marque je crois *Inchallah*. [...] C'est un poste stratégique qui me plaît » (Entretien Dakar, *op. cit.*).

Un parcours à rebondissements qui permet à Cheikh comme à d'autres de ses compatriotes de s'assimiler à la catégorie des élites professionnelles, adaptées aux nouvelles exigences mondiales parce que mobiles (Wagner, 1998).

D'autres opérateurs économiques ont profité des liens qu'ils avaient déjà établis pour prendre les devants d'une nouvelle collaboration, mettant à profit leurs connaissances du mandarin et de la société chinoise. Assane, qui depuis plusieurs années exportait des produits industriels et médicaux fabriqués en Chine s'est lancé dans une nouvelle aventure avec ses homologues chinois. Intéressé par les « transferts de savoir et de technologie », il a initié un partenariat technique d'un nouveau genre : il s'agit de faire fabriquer en Chine des petits appareils médicaux destinés à équiper des hôpitaux sénégalais. En même temps que les industriels chinois fabriquent le matériel dans des usines de Shanghai, ils forment des techniciens sénégalais, de façon à ce que ces équipements puissent à terme être conçus et réparés au Sénégal (Entretien Dakar, 23 janvier 2013, *op. cit.*). Les Africains peuvent ainsi devenir les moteurs de ces nouvelles collaborations. C'est le message que certains opérateurs africains formés en Chine ont également essayé de faire passer, montrant à la fois qu'ils adhèrent à des conceptions du développement et du partenariat inspirées du modèle chinois *win win* et qu'ils sont en mesure de renégocier à leur avantage les rapports de force. Cette volonté de construire des ponts entre les deux continents qui avait déjà été signalée (Bodomo, 2010), tend à se systématiser et à s'étendre à toutes les sphères d'activités.

Bibliographie

- ALTBACH (P.-J.), 2010, « The Realities of Mass Higher Education in a Globalized World », in D. B. Johnstone, M. D'Ambrosio et P. Yakoboski (dirs), *Higher Education in a Global Society*, New York, Northampton MA, Edward Elgar Publishing, pp. 25-41.
- BAVA (S.), 2009, « Être étudiant africain à Alger et au Caire au seuil du troisième millénaire », in S. Mazzella (dir.), *La mondialisation étudiante : le Maghreb entre Nord et Sud*, Paris, Karthala, pp. 347-359.
- BERTONCELLO (B.) & BREDELOUP (S.), 2007, « The Emergence of New African "Trading Posts" in Hong Kong and Guangzhou », *China Perspectives*, n° 1, pp. 94-105.
- BERTONCELLO (B.), BREDELOUP (S.) & PLIEZ (O.), 2009, « Hong Kong, Guangzhou, Yiwu, de nouveaux comptoirs africains en Chine », *Critique internationale*, n° 44 (3), pp. 105-121.
- BIANCHINI (P.), 2004, « École et politique en Afrique noire : sociologie des crises et des réformes du système d'enseignement au Sénégal et au Burkina Faso (1960-2000) », Paris, Karthala, 286 p.

- BODOMO (A.-B.), 2010, « The African Trading Community in Guangzhou: An Emerging Bridge for Africa-China Relations », *China Quarterly*, n° 203, pp. 693-707.
- BODOMO (A.-B.), 2011, *African Students in China. A case study of newly arrived students on FOCAC funds at Chongqing University*, HKU CERC Seminar, September.
- BODOMO (A.-B.), 2012, *African in China: A Sociocultural Study and Its Implications on Africa-China Relations*, Washington, Cambria Press, 300 p.
- BOURDARIAS (F.), 2009, « Migrants chinois au Mali : une pluralité de mondes sociaux », *Revue européenne des migrations internationales*, n° 25 (1), pp. 7-24.
- BREDELOUP (S.), 2012, « Les étudiants burkinabè de retour des pays arabes », in S. Mazzella (dir.), *La mondialisation étudiante : Le Maghreb entre Nord et Sud*, Paris, Karthala, pp. 362-377.
- BREDELOUP (S.), 2012, « African Trading Post in Guangzhou: Emergent or Recurrent Commercial Form? », *African Diaspora*, n° 5 (1), pp. 27-50.
- BRETON (G.) & LAMBERT (M.) (dir.), 2003, *Globalisation et universités. Nouvel espace, nouveaux acteurs*, Paris, Éditions de l'Unesco, Economica, Québec, Presses universitaires de Laval, 264 p.
- CHABANOL (G.), 1992, « Le statut de Hong Kong après 1997 : un défi au droit international », *Perspectives Chinoises*, n° 1, pp. 30-36.
- CRUISE O'BRIEN (D.), 2003, *Symbolic Confrontations: Muslims Imagining the State in Africa*, London, Hurst and Company, 243 p.
- ENNAFAA (R.) & PAIVANDI (S.), 2008, « Le non-retour des étudiants étrangers : au-delà de la fuite des cerveaux », *Formation Emploi*, n° 103, pp. 23-39.
- FAYE (A.) & NAUGMANN (C.), 1999, « L'éducation en crise : Le cas du Sénégal », *Développement et coopération*, n° 2, pp. 25-29.
- GABORIT (M.), 2007, « Les stratégies des acteurs de la Chinafrique sur les territoires africains et chinois. Les cas du Sénégal et de la Mauritanie », Mémoire de Master 2 soutenu sous la direction d'Alain Gascon, Institut Français de Géopolitique de l'Université Paris 8, 16 octobre, 229 p.
- GÉRARD (E.), 2008, *Mobilités étudiantes Sud-Nord, trajectoire scolaire des Marocains en France et inscription professionnelle au Maroc*, Paris, Publisud, 379 p.
- GEISSER (V.) (dir.), 2000, *Diplômés maghrébins d'ici et d'ailleurs. Trajectoires sociales et itinéraires migratoires*, Paris, CNRS Éditions, 332 p.
- GILLESPIE (S.), 2001, *South-South transfer. A study of Sino-African exchanges*, Garland Publishing, 262 p.
- GOLDSCHMIDT (E.), 2003, « Étudiants et migrants congolais au Maroc : politiques d'accueil et stratégies migratoires », in L. Marfaing et W. Wippel (dir.), *Relations transsahariennes*, Paris, ZMO, Karthala, pp. 149-171.

- GROSSETTI (M.), 2006, « L'imprévisibilité dans les parcours sociaux », *Cahiers internationaux de Sociologie*, vol. CXX, pp. 5-28.
- HAUGEN (H.), 2012, « Nigerians in China: A Second State of Immobility », *International Migration*, n° 50 (2), pp. 65-80.
- HEVI (J.-E.), 1963, *An African Student in China*, Praeger, 220 p.
- HUGHES (E.-C.), 1953, « Cycles and Turning Points: The Significance of Initiation in Human Culture », Eighth Annual Conference on Theology in Action, New York: National Council of the Episcopal Church.
- LAGRÉE (J.-C.), 2012, « Coping With the Internationalisation of Higher Education in China », in L. Peilin et L. Roulleau-Berger (dirs), *China's Internal and International Migrations*, London: Routledge, pp. 174-201.
- LAVAL (C.) & WEBER (L.) (dir.), 2006, *Le nouvel ordre éducatif mondial. OMC, Banque mondiale, OCDE, Commission européenne*, Paris, Institut de Recherche de la FSU, Éditions Syllepse, 144 p.
- LECLERC-OLIVE (M.), 1998, « Les figures du temps biographique », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol. CIV, pp. 97-120.
- LI (Z.), XUE (D.), LYONS (M.) & BROWN (A.) (dir.), 2008, « The African Enclave of Guangzhou: A Case Study of Xiaobeilu », in *Acta Geographica Sinica*, n° 63 (2), pp. 207-218.
- LI (Z.), MA (L.) & XUE (D.), 2012, « The Making of a New Transnational Urban Space. The Guangzhou African Enclave », in L. Peilin et L. Roulleau-Berger (dir.), *China's Internal and International Migrations*, London: Routledge, pp. 150-173.
- LIU (H.), 2008, « China-Africa. Relations through the prism of culture: The dynamics of China's African cultural diplomacy », *China Aktuelle: Journal of Current Chinese Affairs*, n° 3, pp. 9-44.
- LIU (H.), 2012, « Mapping the new migrants between China and Africa. Theoretical and methodological challenges », in L. Peilin et L. Roulleau-Berger (dir.), *China's Internal and International Migrations*, London: Routledge, pp. 234-244.
- MATHEWS (G.) & YANG (Y.), 2012, How Africans Pursue Low-end Globalization in Hong Kong and Mainland China, *Journal of Current Chinese Affairs*, vol. 41, n° 2, pp. 95-120.
- MAZZELLA (S.) (dir.), 2009, *La mondialisation étudiante : Le Maghreb entre Nord et Sud*, Paris, Karthala, 401 p.
- MAZZELLA (S.), 2009, « Étudiants africains dans les universités privées tunisiennes : nouvelle figure de l'étudiant « international », in S. Mazzella (dir.), *La mondialisation étudiante : Le Maghreb entre Nord et Sud*, Paris, Karthala, pp. 327-345.

- MAZZOCHETTI (J.), 2009, *Être étudiant à Ouagadougou : itinérances, imaginaire et précarité*, Paris, Karthala, 349 p.
- MEYER (J.-B.) & HERNANDEZ (V.), 2004, « Les diasporas scientifiques et techniques : état des lieux », in M. Nedelcu (dir.), *La mobilité internationale des compétences : situations récentes approches nouvelles*, Paris, L'Harmattan, pp. 279-296.
- MICHAELIS (A.), 1990, « Brain Drain and Brain Gain », *Interdisciplinary Science Review*, 15 (3), pp. 23-35.
- NEDELCU (M.) (dir.), 2004, *La mobilité internationale des compétences : situations récentes approches nouvelles*, Paris, L'Harmattan, 272 p.
- NEGRONI (C.), 2005, « La reconversion professionnelle volontaire : d'une bifurcation professionnelle à une bifurcation biographique », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, 2, n° 119, pp. 311-331.
- NIANE (B.), 1992, « Le transnational, signe d'excellence. Le processus de disqualification de l'État sénégalais dans la formation des cadres », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 95, décembre, pp. 13-25.
- OCDE, 2007, *The Organisation for Economic Co-operation and Development. Perspectives des Migrations Internationales*, Sopemi, Paris.
- OKOUMA MOUNTOU (S.), 2008, *La vie des étudiants africains en Chine*, Paris, La Bruyère, 207 p.
- ORIVEL (F.), 1991, « La crise des universités francophones sub-sahariennes », *Perspectives*, n° 21 (3), pp. 377-385.
- OULD AHMEDOU YACCOUB (M.-A.), 2009, « Les étudiants mauritaniens en Tunisie. Formation universitaire et stratégies familiales », in S. Mazzella (dir.), *La mondialisation étudiante : Le Maghreb entre Nord et Sud*, Paris, Karthala, pp. 284-298.
- TATI (G.), 2010, « Migrations estudiantines en Afrique du Sud : le cas des jeunes originaires de l'Afrique francophone », *Nouvelles mobilités dans les Suds, Espaces, Populations et Sociétés*, n° 2-3, pp. 281-296.
- WAGNER (A.-C.), 1998, *Les nouvelles élites dans la mondialisation. Une immigration dorée en France*, Paris, PUF, 236 p.

